2016 ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES AUX ÉTATS-UNIS

Déclarations du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste)

 Quand les personnages les plus détestés rivalisent pour la présidence, 5 novembre 2016

 Sur la signification de l'élection présidentielle –
 La fin du «business as usual»,
 12 novembre 2016



Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste)

www.pccml.ca

Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste)

C.P. 264, succursale Adelaide, Toronto ON M5C 2J8 416 253-4475 • 514 522-1373

Courriel : bureau@cpcml.ca • Site Web : www.pccml.ca
Le PCC(M-L) est enregistré auprès d'Élections Canada sous le nom de
Parti marxiste-léniniste du Canada

Quand les personnages les plus détestés rivalisent pour la présidence

- Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste), 5 novembre 2016 -

Le 8 novembre est jour d'élection aux États-Unis. Il y a l'élection à la présidence mais aussi l'élection des 435 membres votants de la Chambre des représentants et de 34 des 100 membres du Sénat. La Chambre des représentants et le Sénat forment ensemble le Congrès américain.¹

L'élection 2016 arrive à un moment où de grandes inquiétudes sont soulevées par la crise générale dans laquelle s'enfonce la société américaine et par le rôle que jouent les États-Unis dans le monde, en particulier leur intervention militaire dans les affaires mondiales, car la guerre et la violence semblent s'imposer comme moyen de règlement des conflits aux dépens de la paix et de toute notion de neutralité positive. Sur le front économique, si en 1960 les États-Unis contrôlaient 40 % de la production mondiale, aujourd'hui ils n'en contrôlent que 22 %. La crise environnementale et l'appauvrissement de la classe ouvrière américaine se font sentir. La militarisation de la police, l'occupation policière de différentes communautés et la violence que subissent les Américains inquiètent également. Le fait que de plus en plus de prisonniers aux États-Unis se retrouvent dans des institutions privées, gérées pour le profit, qu'on y vive des conditions de quasi-esclavage et qu'on y subisse un traitement très abusif, comme le recours fréquent à l'isolement cellulaire pour une période indéterminée, ont provoqué un tollé de protestations dans la population et un mouvement de grève de la faim et de révolte dans le système carcéral américain.

Le nombre croissant d'expulsions et l'utilisation de camps d'internement sont également des phénomènes qui prennent de l'ampleur et qui inquiètent, comme aussi le refus de répondre aux revendications de la nation Sioux à Standing Rock sur la base d'un rapport politique de nation à nation. La guerre à la terreur maintenant devenue permanente sert à justifier les assassinats ciblés, la torture et la répression des mouvements de résistance. La classe ouvrière américaine a besoin de ses institutions indépendantes et de sa voix indépendante pour défendre ses droits et ouvrir une voie vers l'avant.

Aucun de ces problèmes n'a été soulevé dans la campagne électorale, aucune solution n'a été proposée. Au contraire, le niveau du discours politique est plus bas que jamais, à commencer par les primaires. Le hooliganisme des primaires a si complètement siphonné l'oxygène de l'air ambiant qu'il est devenu impossible de penser. Il est tout de suite devenu évident que les élections ne vont pas permettre de résoudre les contradictions dans les rangs des cercles dominants comme elles sont censées le faire. Au contraire, la campagne a révélé à quel point l'État et le système de gouvernance américains opèrent par la corruption et la coercition et à quel point le peuple est privé de pouvoir politique. C'est l'autre aspect très important du pouvoir d'État entre les mains de l'oligarchie financière. L'élite impérialiste dominante parvient à priver le peuple du pouvoir en le privant d'une conception du monde, d'une façon de voir l'ensemble des problèmes posés pour qu'on puisse calmement les démêler et leur trouver des solutions.

C'est le contenu principal de la désinformation, le fait de détruire les grands mouvements populaires contre la guerre, la violence, les déportations, le non-respect des droits ancestraux, l'expropriation des terres et le génocide des peuples autochtones, l'incarcération en masse et la négation des droits. La désinformation et la suppression de la résistance de ceux qui réclament leurs droits sont liées au fait que le peuple est privé d'une conception du monde conséquente, dont il a besoin pour bâtir le nouveau à partir des conditions sociales. Au nom de la sécurité, on a inventé la nécessité de débarrasser le pays, voire le monde, de « fauteurs de trouble », quels qu'ils soient : ceux qui résistent, ceux qui militent contre la guerre, les militants syndicaux, les combattants pour la justice, etc. Ceux-ci ne sont pas considérés comme des citoyens ayant des droits égaux, qui agissent dans la sphère politique. Se débarrasser des « fauteurs de trouble » est une

autre façon de priver le peuple d'une conception du monde moderne.

La désinformation de l'opinion publique n'est pas un objectif auquel le peuple peut se rallier. Elle laisse le corps politique américain sans but. La promotion du racisme, du sexisme, de la guerre, du chauvinisme, des scandales et du salissage qui divise le corps politique et brise les mouvements de résistance du peuple fait d'autant plus ressortir l'absence d'une conception du monde à partir de laquelle les gens peuvent s'orienter et démêler les choses. L'histoire appelle le peuple à changer la situation. L'antidote est la négation de la négation, de bâtir les institutions et la pensée qui permettent d'établir une conception du monde moderne et d'approfondir et élargir les mouvements de résistance pour les droits et un avenir prosocial.

Les électeurs américains sont appelés à choisir entre Clinton et Trump, deux des individus les plus indésirables qu'on puisse imaginer, et possiblement un troisième parti qui n'a aucune chance de gagner, mais quoi qu'il en soit aucune des contradictions au sein des cercles dominants n'est en voie d'être résolue.² Au contraire, l'état de guerre civile est on ne peut plus évident. Les partis politiques ont été détruits à toutes fins pratiques, le Congrès ne fonctionne plus et les élections en cours, plutôt que de rétablir un nouvel équilibre dans le statu quo, sont utilisées pour achever la « transformation » de la façon de gouverner : vers un processus politique qui outrepasse les structures de parti et de gouvernement, y compris les Nations unies, l'établissement de soi-disant liens directs avec les citoyens, au pays et à l'étranger, et le recours aux pouvoirs policiers. Ce processus appelé « troisième voie » a d'abord été introduit par le gouvernement de Bill Clinton et a été poursuivi par George W. Bush et Barack Obama.

Obama a mobilisé autour de lui des « forces pour le changement » pour se propulser à la Maison-Blanche. Une fois arrivé, il a créé plusieurs sites web, dont « Change.gov », un nouveau site pour la Maison-Blanche et une page de pétitions et d'initiatives d'organisations de la jeunesse. À l'étranger il a établi des liens directs avec des organisations dites non gouvernementales, pour justement contourner les gouvernements de certains pays. L'armée américaine a établi des liens directs avec les armées d'autres pays pour pouvoir chasser plus facilement les politiciens qui refusent de coopérer. Cela est particulièrement évident dans les régions et les pays où des guerres font rage, comme en Asie de l'ouest, en Asie centrale et dans le nord de l'Afrique, mais

aussi à l'intérieur des alliances militaires avec le Japon, la Corée du sud, les Philippines et dans l'ensemble de l'Amérique centrale et du sud.

Le genre de changement qu'apporte l'élite impérialiste américaine renforce la méthode de gouvernance basée sur les pouvoirs policiers. Lorsqu'Obama a été élu, l'élite dominante avait besoin d'un sauveur capable d'unir les factions rivales dans les forces armées, y compris aussi les forces policières, les Forces spéciales et les agences de renseignement comme le FBI, la CIA et le Homeland Security. En déclarant une guerre permanente, le commandant en chef et les forces policières sont devenus prédominants et il s'est établi un pouvoir d'exception permanent. On va maintenant jusqu'à déclarer que le commandant en chef de l'armée est aussi le « commandant en chef du peuple ». Par ces moyens on cherche à créer l'illusion d'un rapport direct entre le commandant en chef et chaque Américain et Américaine, un commandant en chef qui, comme le dit Hillary Clinton, est « la seule chose qui nous sépare de l'Apocalypse ». Avec cette façon de gouverner, le leader devient omnipotent et les structures en place perdent leur importance, voire elles deviennent un obstacle à la gouvernance comme le laisse entendre Donald Trump quand il dit que « le système est truqué ». Le peuple est en proie à un sentiment d'impuissance parce qu'il est appelé à choisir entre deux options toutes aussi inacceptables l'une que l'autre. L'important à retenir est que les citoyens ne sont pas censés donner suite à leur désir de changement en se politisant eux-mêmes et en s'unissant à ceux qui veulent des structures économiques, politiques et sociales qui correspondent à la réalité moderne d'une vie socialisée.

Les défis auxquels est confrontée l'élite dominante des États-Unis dans le monde sont en partie liés au déclin de sa toute puissance économique, avec le passage de l'ordre mondial de l'après-Deuxième Guerre mondiale au Nouvel Ordre mondial des années 1990. Pour les dirigeants américains cela veut dire qu'ils doivent défendre leur domination même au risque de pousser leur système à l'effondrement, aux États-Unis et dans le monde. L'administration Obama et les oligopoles et cartels qui veulent faire élire Hillary Clinton semblent même disposés à provoquer une guerre avec la Russie pour atteindre leur fin. La désinformation, les guerres d'agression et l'écrasement des mouvements de résistance des peuples, de pair avec l'absence d'une conception du monde moderne et conséquente pour le peuple, ont

pour effet de détourner le débat électoral de ce qui est véritablement en jeu pour les États-Unis.

La désinformation constante et la pression pour obliger le peuple à renoncer à ses droits et à ses mouvements de résistance créent un scénario où le corps politique ne semble pas avoir de but et est réduit à choisir entre deux mauvais choix plutôt que de s'atteler à la tâche de bâtir le nouveau. L'absence de conception du monde détourne l'attention de l'ampleur de la crise générale qui assaille le système de gouvernance américain et rend difficile de faire les premiers pas pour se sortir du marais.

Quel est le rapport entre la crise générale et le processus politique ? Si le processus politique (les élections, les partis, les assemblées législatives, les tribunaux et toutes les autres institutions de l'État qui forment un gouvernement des lois) ne permet plus de résoudre les problèmes et les contradictions surgis de la société et de la vie même, que faut-il faire pour avancer ? Il est clair que les pouvoirs policiers utilisés pour résoudre les problèmes au pays et à l'étranger ne sont pas les pouvoirs d'une institution en particulier et qu'ils agissent à l'extérieur du gouvernement des lois et en contradiction avec lui. Ils ne sont pas de nature à soutenir un gouvernement des lois, que ce soit aux États-Unis ou ailleurs.

L'état de la démocratie américaine

Priver le peuple d'une conception du monde va de pair avec la cooptation, le confinement et la destruction de toute résistance et de tout mouvement d'opposition parmi le peuple, de toute pensée basée sur les mouvements pour le nouveau et sur la défense des droits de tous et toutes. L'état de la démocratie américaine est tel que sur une population de plus de 320 millions d'habitants, deux des personnes les plus détestées sont candidats à la présidence des États-Unis, la puissance mondiale qu'on appelle « nation indispensable » (ce qui par définition veut dire que les autres nations sont superflues).

Et de même, les Américains qui refusent de se soumettre à l'injustice et qui par conséquent n'entrent pas dans la catégorie des « gouvernés » sont également considérés comme « superflus ». C'est pourquoi le processus électoral ne traite pas les Américains comme des citoyens ayant des droits égaux mais les déshumanise en les réduisant à des groupes d'intérêts spéciaux : le « vote indécis », le « vote noir »,

le « vote latino », etc. Cela aussi sert à désinformer le corps politique et à le laisser sans but.

La désinformation laisse entendre que c'est Hillary Clinton qui devrait être élue parce qu'elle est une femme, que cela va créer une première aux États-Unis, briser le plafond de verre et revaloriser la démocratie américaine. Quoi qu'on en pense, l'élection de Clinton ne peut pas être considérée comme étant un but pour le corps politique, pas plus que l'élection de Barack Obama en tant que premier président afro-américain ne pouvait être le but du corps politique en 2008. L'absence d'un but se voit au fait que les efforts d'Obama pour mettre fin à « l'humiliation des États-Unis » ont échoué. Les crimes qu'il a commis au nom de la guerre au terrorisme, les scandales financiers récurrents et l'effondrement du « rêve américain » ont aggravé l'humiliation des États-Unis et les ont rabaissés comme jamais auparavant dans l'histoire. Aucune des actions des représentants politiques des oligopoles, qui mettent en danger la vie sur terre, ne contribue au développement d'un but pour le corps politique qui corresponde aux besoins de l'humanité et de la vie elle-même.

Le but et la conception du monde conformes aux conditions sociales ne peuvent provenir que de ceux qui vont bénéficier du changement, ceux-là mêmes que l'élite impérialiste considère comme étant « superflus ». La lutte des travailleurs, des jeunes, des petites gens d'affaires, des nations opprimées et des autres collectifs du peuple pour leurs droits et pour de nouveaux rapports de production et le renouveau démocratique exprimant une nouvelle gouvernance conforme aux conditions sociales modernes va créer son propre but, sa propre conception du monde et son propre ordre du jour. Ils doivent priver l'élite impérialiste dominante et son commandant en chef du pouvoir de priver le peuple de ses droits.

La destruction de l'opinion publique

L'opinion publique existe en vertu d'un processus politique ; le processus politique existe en vertu des relations qui existent entre les individus et les collectifs, la partie et le tout, tous les intérêts en lutte, qui doivent faire l'objet d'un arrangement. Cet arrangement existe dans l'acte de priver ceux qui privent les autres, l'acte qui propulse la société vers l'avant. C'est la raison pour laquelle la démocratie et le système qu'on appelle démocratique sont des phénomènes des

sociétés de classes. Lorsque le temps est venu pour eux de remettre leurs pouvoirs et pour les « superflus » de construire le nouveau, ceux qui dirigent les États, qui oppriment et exploitent les classes sociales « superflues » comme les esclaves et les travailleurs, n'ont que les pouvoirs policiers à offrir, lesquels sont à l'extérieur du gouvernement des lois. L'élite dominante aux États-Unis le sait très bien puisqu'elle a elle-même pris le pouvoir en privant le roi d'Angleterre de ses pouvoirs dans les colonies américaines.

L'élection montre que le système électoral américain, le système de partis politiques et de gouvernance, est épuisé. Il est exténué, vidé. Il n'a rien à offrir. Seuls subsistent les pouvoirs policiers. La démocratie représentative apparaît comme une dictature militaire sans politique, où seuls subsistent les pouvoirs policiers et les dangers qu'ils posent à l'humanité.

Les candidats dotés d'armées personnelles pour se faire élire, l'imposition d'un état de guerre et d'un régime d'exception permanent et la création d'un « commandant en chef », dans le contexte du dysfonctionnement avoué des institutions autrefois politiques telles que le Congrès, ne va pas conférer de légitimité à quiconque sortira vainqueur de cette élection. Au contraire, dans une situation où il n'existe pas de processus permettant de résoudre les contradictions au sein des cercles dominants et entre les cercles dominants et le peuple, le danger de l'éclatement d'une guerre civile avec conflit armé, dictature militaire et occupation au pays et des aventures toujours plus dangereuses à l'étranger sont une préoccupation majeure qui ressort de cette élection.

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) saisit l'occasion pour affirmer sa confiance totale dans la classe ouvrière, les jeunes, les minorités nationales et les nations autochtones des États-Unis. S'il est évident qu'aucune des deux factions rivales qui cherchent à triompher l'une de l'autre avec leurs basses manoeuvres et contre-manoeuvres dans le contexte de l'élection présidentielle ne parviendra à résoudre les problèmes de l'élite dominante, elles ne réussiront pas non plus à éliminer les mouvements de résistance du peuple américain, lesquels vont à coup sûr prendre de la force et de l'ampleur.

Le PCC(M-L) est d'avis que la seule voie vers l'avant en ce moment est de déployer les mouvements de résistance du peuple et d'établir un processus politique qui puisse mener à l'établissement d'un gouvernement antiguerre. Entretemps, tous les efforts doivent être faits pour donner au corps politique une conception du monde qui correspond aux conditions sociales pour que les problèmes qui assaillent l'humanité en ce XXI^e siècle puissent être résolus sur une nouvelle base historique.

Nous appelons les Canadiens et les Canadiennes à s'opposer à l'élection d'un autre président ou présidente de guerre aux États-Unis et à soutenir le peuple et les nations opprimées des États-Unis dans le renforcement de leur résistance et de leurs organisations, leurs mouvements pour un gouvernement antiguerre et pour ramener les soldats au pays, pour défendre les droits de tous et toutes et pour humaniser l'environnement naturel et social.

Notes

- 1. Le candidat à la présidence qui obtiendra 270 des 538 votes du *collège électoral* sera proclamé président. Chaque État se voit attribuer une partie des votes du collège électoral en fonction du nombre de représentants qu'il a au Congrès, dont trois assignés d'avance au District de Columbia où se trouve la Maison-Blanche. Les votes du collège électoral de chaque État sont censés aller au candidat qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages dans cet État, à l'exception du Maine et du Nebraska qui redistribuent les votes du collège électoral dans la même proportion que les suffrages exprimés. Si aucun candidat ne reçoit 270 votes, le président est choisi par la Chambre des représentants parmi les trois candidats qui auront remporté le plus de votes tandis que le vice-président est choisi par le Sénat.
- 2. Selon un sondage *Washington Post* / ABC effectué du 26 au 29 octobre, 60 % des électeurs probables ont une mauvaise opinion d'Hillary Clinton tandis que 58 % ont une mauvaise opinion de Donald Trump. Le même sondage montre que 97 % des partisans de Trump n'ont pas une opinion favorable de Clinton (et 90 % ont une très mauvaise opinion d'elle), tandis que 95 % des partisans de Clinton ont une mauvaise opinion de Trump (et 90 % ont une très mauvaise opinion de lui). Les intentions de vote sont à 46 % en faveur de Clinton et à 45 % en faveur de Trump. Le sondage *New York Times* / CBS, lui, dit que 80 % des électeurs admissibles trouvent la campagne à la présidence répugnante.

Sur la signification de l'élection présidentielle – La fin du «business as usual»

- Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste), 12 novembre 2016 -

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) considère que l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis le 8 novembre signifie que la nouvelle administration américaine représentera l'exercice du pouvoir des oligopoles par les pouvoirs policiers sans limites. Cette élection a plongé les peuples des États-Unis et du monde dans une situation encore plus dangereuse qu'avant.

Le 5 novembre, à quelques jours de l'élection, le PCC(M-L) écrivait :

« ...la campagne a révélé à quel point l'État et le système de gouvernance américains opèrent par la corruption et la coercition et à quel point le peuple est privé de pouvoir politique ». Il notait que l'effort pour priver le peuple du pouvoir est « l'autre aspect très important du pouvoir d'État entre les mains de l'oligarchie financière. L'élite impérialiste dominante parvient à priver le peuple du pouvoir en le privant d'une conception du monde, d'une façon de voir l'ensemble des problèmes posés pour qu'on puisse calmement les démêler et leur trouver des solutions. »

La même chose vaut pour ce qui est de l'analyse des résultats de l'élection. Tout est fait pour « priver le peuple d'une conception du monde, d'une façon de voir l'ensemble des problèmes posés pour qu'on puisse calmement les démêler et leur trouver des solutions ».

Quels sont les verdicts de cette élection selon l'élite impérialiste dominante ? Pour le camp Clinton, le verdict est que c'est l'apocalypse

annoncée et que les valeurs et la vision d'Hillary Clinton sont la seule chose qui nous sépare de l'apocalypse, comme elle l'a dit durant la campagne. Le camp Trump, lui, prétend avoir créé un « mouvement » anti-establishment qui veut s'attaquer aux problèmes de l'économie et « arrêter de perdre notre temps ». Les deux camps s'entendent pour dire que maintenant que l'élection est terminée, tous doivent se rallier au devoir de la Constitution, celui d'assurer une transition en douce et d'unir l'Amérique.

Clinton ne concède rien pendant que Trump entreprend de « redonner à l'Amérique sa gloire perdue »

Mise à part la présidence, Hillary Clinton n'a rien concédé dans son discours de concession, pas même sa défaite. Bien qu'elle n'ait pas réussi à unir l'Amérique derrière sa vision et ses valeurs, elle a dit qu'elle va continuer de défendre cette vision et ces valeurs et a appelé ses partisans à le faire aussi. C'est la vision qui utilise l'agression et la guerre comme tactique de négociation, qui blâme la Chine pour le déclin de l'économie américaine et qui fait de la Russie l'ennemi principal des États-Unis. Elle a été captée dans cette expression utilisée durant l'élection, que les États-Unis sont « la nation indispensable », qui laisse entendre que toutes les autres ne le sont pas. Cette vision a également été exprimée par Hillary Clinton en 2008 lorsqu'elle a dit que les États-Unis pouvaient « effacer l'Iran de la carte » et en 2011 lorsqu'elle a accueilli la nouvelle de l'assassinat du leader libyen Mouammar Kadhafi en disant : « Nous sommes venus, nous avons vu, il est mort. »

Dans son discours de victoire, Donald Trump a pris le soin de mentionner que plusieurs généraux l'ont appuyé, comme l'ont fait aussi la National Rifle Association, Rudolph Giuliani, qui était maire de New York lors des attentats du 11 septembre 2011, et d'autres comme lui qui sont en faveur des pouvoirs policiers déchaînés que Trump considère nécessaires pour « redonner à l'Amérique sa gloire perdue ». Les principaux arguments de sa campagne étaient que le système américain est brisé ou truqué, que la position des États-Unis dans le monde a été affaiblie et que seulement un président avec une personnalité forte comme lui peut remettre l'Amérique dans le droit chemin. Sa stratégie est d'être « engagé » et que tout est dans l'art de conclure un accord. Le

soir de la victoire il a dit : « J'ai passé ma vie dans le monde des affaires et j'ai remarqué trop de projets et de gens au potentiel inexploité partout sur la planète » et « c'est ce que je m'engage à faire pour notre pays ».

Il faut blâmer l'État et non le peuple pour le racisme, le sexisme et la conception du monde anti-classe ouvrière

Après l'élection, la section des médias et des experts, commentateurs et célébrités qui se prétendent progressistes et civilisés a fait l'étalage de stéréotypes racistes, sexistes et antiouvriers, qu'elle attribue à Trump. Selon elle, les États-Unis sont divisés entre les gens instruits et les gens non instruits et c'est « la classe ouvrière blanche » qui est à blâmer pour la défaite de Clinton. Dans le stéréotype propagé, la classe ouvrière américaine est en gros constituée de tous ceux qui n'ont pas de diplôme collégial et la « classe ouvrière blanche » est raciste, sexiste, suprémaciste, xénophobe, arriérée, non instruite et non civilisée. Les êtres humains sont des catégories de choses et non des personnes dans ce stéréotype.

Tout est fait pour cacher que c'est l'État américain qui est antiouvrier, sexiste, raciste et anti-immigrant, et profondément anticommuniste, et c'est la raison pour laquelle on blâme la classe ouvrière pour la défaite de Clinton.

Pendant ce temps, les individus et les organisations suprémacistes qui agissent spontanément ou à l'instigation de l'État, toutes sortes d'individus déséquilibrés ou psychopathes, ont le feu vert pour déverser leur haine personnelle et exorciser leurs cauchemars psychopathiques. C'est autorisé par le discours grossier et incendiaire de style télé-réalité qu'a tenu Donald Trump durant la campagne électorale et par la promotion incessante qu'en ont fait les médias américains, et sans moindre mesure par le camp Clinton. Le camp Clinton a dépensé deux fois plus d'argent que le camp Trump pour répandre cette image parmi l'électorat américain. Et ce sont les médias et l'entourage de Clinton qui utilisent maintenant tous les épithètes pour présenter les travailleurs américains qui ont voté pour Trump comme des fanatiques et des ignorants qui foulent aux pieds les droits des citoyens et résidents des États-Unis.

Il ne convient pas à ceux qui consacrent toutes leurs énergies à combattre pour les droits de tous et toutes de se laisser prendre par cette propagande officielle qui traite les gens comme des catégories de choses et sur cette base divise le corps politique.

Soutenons la classe ouvrière et le peuple américains dans leurs efforts pour s'investir du pouvoir et défendre les droits de tous et toutes

Le PCC(M-L) dénonce les attaques lancées contre différentes sections de la population américaine depuis l'élection, tant les attaques spontanées que celles instiguées par un État rongé par la crise qui vient de se donner un feu vert pour gouverner par les pouvoirs policiers sans limites. Les pouvoirs policiers ne reconnaissent pas les membres du corps politique qui constituent la société civile et un gouvernement des lois. Ils ne reconnaissent pas les droits qui reviennent à tous les membres du corps politique, sans parler des droits qui appartiennent à tous et toutes du fait qu'ils sont des êtres humains. Les pouvoirs policiers ne reconnaissent que des catégories de « choses » à punir de différentes manières. Dans les différents scénarios qu'on peut voir depuis quelque temps, tous les Américains appartiennent à des catégories : « voyous », « contestataires », « faiseurs de trouble », « ennemis étrangers », « noirs », « Latinos », « Hispaniques », « musulmans », « terroristes », « détraqués » et autres catégories qui servent à les déshumaniser et à les laisser en proie aux abus.

Le PCC(M-L) profite de l'occasion pour exprimer sa sympathie avec celles et ceux qui, aux États-Unis, sont la cible d'attaques racistes, antiouvrières et anti-peuple et qui mènent une résistance courageuse en disant au monde entier que ce n'est pas leur démocratie, que Trump n'est pas leur président et que les attaques lancées ne sont « pas en mon nom ».

Le Parti a déjà reçu de nombreux commentaires de camarades et amis sur cette importante question qu'est la signification de l'élection présidentielle aux États-Unis et il tient des discussions sur ce thème partout au pays. Le PCC(M-L) appelle tout le monde à participer à l'analyse des résultats et à se préparer pour les batailles à venir.



Lisez Le Marxiste-Léniniste en ligne

Journal du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste)

bureau@cpcml.ca • www.pccml.ca

WWW-pccml.ca